



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

# BULLETIN DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

NUMERO D'INSCRIPTION : I.S.S.N. 0980-9775

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Lucile FOULE  
IMPRIMEUR / SERVICE ÉDITION - HOTEL DU DÉPARTEMENT  
97109 BASSE-TERRE

N°6

Août 2017

## SOMMAIRE

### DELIBERATIONS

DE LA COMMISSION PERMANENTE

7<sup>ème</sup> REUNION, LE 31 AOÛT 2017

- [N°2017-199/7èmeCP/A1-B1](#) – Attribution d'une subvention pour le fonctionnement au pôle animalier « le Refuge du Papillon »
- [N°2017-200/7èmeCP/A2-B1](#) – Aéroports départementaux - Conventions établies conformément à l'article L.6321-3 du code des Transports
- [N°2017-201/7èmeCP/A3-B1](#) – Aéroport de Terre de Haut - Mise à disposition d'un local dans l'enceinte de l'aérogare pour assurer des missions de surveillance
- [N°2017-202/7èmeCP/A4-B1](#) – Port départemental de Terre de Bas - Demandes d'Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Portuaire

- **N°2017-203/7èmeCP/A5-B1 –**  
Aérodrome départemental des Basses à Marie-Galante - Demande de mise à disposition d'un emplacement en vue d'implanter un hangar de 600m<sup>2</sup> par l'association « Aéroclub Les Ailes Galantes

- **N°2017-204/7èmeCP/A6-B1 –**  
Participation à la création du GIP / Centre de Ressources de la Politique de la Ville de Guadeloupe

- **N°2017-205/7èmeCP/A7-B1 –**  
Soutenir le déploiement du service civique en Guadeloupe

- **N°2017-206/7èmeCP/A8-B1 –**  
Soutenir le fonctionnement des épiceries solidaires : ANSANM ANSANM et Epicerie Sociale Itinérante de la Croix-Rouge Française.

- **N°2017-207/7èmeCP/A9-B1 –**  
Contribution à l'acquisition d'un fourgon frigorifique par la Banque Alimentaire de Guadeloupe.

- **N°2017-208/7èmeCP/A10-B1 –**  
Mise en œuvre du projet intitulé La Sécurité alimentaire des personnes défavorisées : Prévention budgétaire et nutritionnelle porté par l'association 'Bwa Lansan'

- **N°2017-209/7èmeCP/A11-B1 –**  
Contribution à la mise en place de l'action intitulée : jeunes et maman « solo » : plaisir des vacances en familles portée par l'association « Les bras ouverts »

- **N°2017-210/7èmeCP/A12-B1 –**  
Contribution à la mise en œuvre d'actions d'animation territoriale portées par les associations « Solid' Anim » et « JISC »

- **N°2017-211/7èmeCP/A13-B1 –**  
Modification de l'article 1 de la délibération du 15 juin 2017 relative à l'attribution d'une subvention à CORPO ART' PRODUCTION

pour la réalisation de la saison 2 « Les Iles de Guadeloupe à la trace »

- **N°2017-212/7èmeCP/A14-B1 –**  
Nouvelles modalités de mises à disposition des sites patrimoniaux et musées départementaux - annulation article 3 délibération N. 2017-2/1ère CP/A 2 B1.

- **N°2017-213/7èmeCP/A15-B1 –**  
Attribution de subvention à l'association GWADADLI FESTIVAL pour l'organisation de l'édition 2017, du Gwadadli festival.

- **N°2017-214/7èmeCP/A16-B1 –**  
Attribution d'une subvention à l'amical culturisme body club domien pour l'organisation des championnats du monde de culturisme 2017 en Guadeloupe.

- **N°2017-216/7èmeCP/A18-B1 –**  
Mise en réforme de matériels informatiques.

- **N°2017-217/7èmeCP/A19-B1 –**  
Orange - Déploiement Fibre Optique FTTH - Convention d'autorisation d'accès aux immeubles

- **N°2017-218/7èmeCP/A20-B1 –**  
Fourniture, livraison, installation, mise en service sur site de matériels et de logiciels informatiques pour les collèges de la Guadeloupe et ses dépendances - 2 LOTS

- **N°2017-219/7èmeCP/A21-B1 –**  
Travaux d'installations sportives dans les collèges départementaux - 2 LOTS

- **N°2017-220/7èmeCP/A22-B1 –**  
Marché de location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise - 6 lots

- **N°2017-222/7èmeCP/A24-B1 –**  
Prise en charge d'une facture de l'ex-ADI relative à deux actions de redynamisation sociale par le sport conduites en 2011

- [N°2017-223/7èmeCP/A25-B1](#) –  
Prise en charge, dans le cadre des actions de la Collectivité autour de la mémoire de Guy TIROLIEN, des frais de transport et d'hébergement de 2 artistes à l'occasion de leur récital à Marie Galante
- [N°2017-224/7èmeCP/A26-B1](#) –  
Prise en charge des frais de transport et d'hébergement en Guadeloupe du député Guillaume GAROT pour sa participation aux 1ères assises territoriales de lutte contre le gaspillage alimentaire.
- [N°2017-225/7èmeCP/A27-B1](#) –  
Prise en charge de frais de déplacement et/ou d'hébergement d'élus, collaborateurs et/ou invités extérieurs - Table ronde d'experts - Journée ESS et Départements à Montreuil - 7 juillet 2016.
- [N°2017-226/7èmeCP/A28-B1](#) –  
Convention de partenariat avec la société Iguafhlor - Assises de la famille
- [N°2017-227/7èmeCP/A29-B1](#) –  
Convention de partenariat avec la société Capes Dolé - Assises de la Famille
- [N°2017-228/7èmeCP/A30-B1](#) –  
Subvention exceptionnelle à la GESTE pour la gestion du site de Beauport
- [N°2017-229/7èmeCP/A31-B1](#) –  
Prise en charge des frais de transport maritime des élèves des îles du sud lauréats du prix des Collégiens 2017, et de leurs parents
- [N°2017-230/7èmeCP/A32-B1](#) –  
Accompagnement de l'Association des Retraités du Conseil Départemental de la Guadeloupe (ARCDG)
- [N°2017-231/7èmeCP/A33-B1](#) –  
Versement à la SAS GESTAG de la subvention d'équilibre 2016 - Abattoir du Moule
- [N°2017-232/7èmeCP/A34-B1](#) –  
Répartition des crédits aux communes - FAC et FAS 2017
- [N°2017-233/7èmeCP/A35-B1](#) –  
Modification de la délibération n.2017-12/1èreCP/A12-B1 relative à l'attribution d'une subvention à VMCM
- [N°2017-234/7èmeCP/A36-B1](#) –  
Attribution d'une subvention à l'association ADECCOM pour la réalisation d'un film documentaire.
- [N°2017-235/7èmeCP/A37-B1](#) –  
Convention à passer avec l'Association de Gestion des Services d'Aide aux Familles.
- [N°2017-236/7èmeCP/A38-B1](#) –  
Mode de paiement des sommes dues au service d'aide et d'accompagnement à domicile Acajou Alternatives au titre des interventions auprès des personnes âgées et des personnes handicapées.
- [N°2017-237/7èmeCP/A39-B1](#) –  
Organisation des services - Installation des services sociaux et médico sociaux territorialisés en plusieurs lieux du département
- [N°2017-238/7èmeCP/A40-B1](#) –  
- Convention à un média SARL CANAL 10 - Parrainage audiovisuel Tour cycliste International de la Guadeloupe -Editions 2017
- [N°2017-239/7èmeCP/A41-B1](#) –  
Parrainage - Productions radiophoniques - Association Radio Haute Tension - Compétitions cyclistes de Juin à Août 2017.

- **N°2017-240/7èmeCP/A42-B1 –**  
Parrainage audiovisuel - Productions  
Association NEWSANTILLES - Tour cycliste  
international de la Guadeloupe.

- **N°2017-241/7èmeCP/A43-B1 –**  
Parrainage des programmes du tour cycliste  
international 2017 sur Guadeloupe 1ere  
radio, TV et internet

- **N°2017-242/7èmeCP/A44-B1 –**  
Parrainage du championnat de football de  
division d'honneur : attribution d'une  
subvention aux 3 premiers du classement.

- **N°2017-243/7èmeCP/A45-B1 –**  
Cession des parcelles AB20pp et AB27pp,  
sise à la Pointe Allègre, à la Commune de  
Sainte-Rose en vue de la régularisation des  
occupations foncières.

Les présents documents peuvent, dans un délai de deux mois, à compter de leur publication, faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de GUADELOUPE



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-1-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-199/7ème CP/A1 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Attribution d'une subvention pour le fonctionnement au pôle animalier « le Refuge du Papillon »

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Environnement Solidarités énergétiques et Gestion des risques majeurs réunie le 13 juin 2017,

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

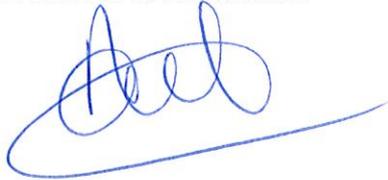
**DECIDE**

**ARTICLE 1:** Compte-tenu du caractère d'intérêt général de l'association « Le Refuge du Papillon », de participer au financement du budget annuel 2017 de cette structure à hauteur de dix mille euros (10 000 €).

**ARTICLE 2:** D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65, Nature 6574 du Budget Départemental.

**ARTICLE 3:** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération, et signer à cette fin, toute pièce utile.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-200/7ème CP/A2 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-2-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

**OBJET** : Aérodromes départementaux – Convention établies conformément à l'article L.6321-3 du code des Transports

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental ;

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver les conventions relatives aux aérodromes départementaux de Basse-Terre-Baillif, Désirade, Marie-Galante et Terre de Haut conformément à l'article L.6321-3 du code des transports. Les conventions prendront fin de plein droit en cas de fermeture des dits aérodromes.

**ARTICLE 2** : De donner tout pouvoir à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre l'exécution de la présente délibération, et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-201/7ème CP/A3 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-3-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET : Aéroport de Terre de Haut - Mise à disposition d'un local dans l'enceinte de l'aérogare pour assurer des missions de surveillance**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver la convention à passer avec la Direction Régionale Des Douanes, pour la mise à disposition d'un local de l'aérogare de Terre-de-haut, d'une superficie totale de 12m<sup>2</sup>, pour permettre à ce service d'effectuer, dans le cadre du contrôle de l'aviation privée, la surveillance ponctuelle des opérations utilisant le vecteur aérien pour cette partie du territoire.

**ARTICLE 2** : D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer cette convention à titre gracieux pour une durée de Cinq (5) ans.

**ARTICLE 3** : De donner tout pouvoir à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre l'exécution de la présente délibération, et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-202/7ème CP/A4 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-4-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET** : Port départemental de Terre de Bas - Demande d'une Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine Public Portuaire

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de :

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental ;

Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

**ARTICLE 1** : D'approuver l'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public portuaire aux sociétés dont la liste suit, à savoir :

- La société "FRERES VALA" pour la location de véhicules et la vente de produits locaux..
- La Compagnie Maritime "LE SOLEIL DES ILES" pour l'installation d'une billetterie.
- La société "IGUANA LOCATIONS" pour la location de véhicules légers, d'équipement, de biens matériels de loisirs et de sport et de la vente de boissons (groupe 1 et groupe 3) .

**ARTICLE 2** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer :

- Une convention avec la société "FRERES VALA" pour une durée de Cinq (5) ans.
- Une convention avec Compagnie Maritime "LE SOLEIL DES ILES" pour une durée de Cinq (5) ans.
- Une convention avec la société "IGUANA LOCATIONS" pour une durée de Cinq (5) ans.

La fixation du coût de la redevance sera définie par France Domaine.

**ARTICLE 3** : De donner tout pouvoir à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-203/7ème CP/A5 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-5-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## **DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

\*\*\*

**OBJET : Aéroport des Basses à Marie-Galante - Demande de mise à disposition d'un emplacement en vue d'implanter un hangar de 600m<sup>2</sup> par l'association «Aéroclub Les Ailes Galantes»**

### **LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental ;

Après en avoir délibéré ;

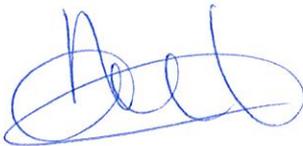
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'approuver l'Autorisation d'Occupation Temporaire du domaine public aéroportuaire à «l'Aéroclub Les Ailes Galantes» en vue d'y implanter un hangar pour la mise en sécurité des aéronefs et assurer leur maintenance conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer cette convention pour une durée de quinze (15) ans, dont la fixation du coût de la redevance sera définie par France Domaine.

**ARTICLE 3** : De donner tout pouvoir à Madame le Président du Conseil Départemental pour suivre l'exécution de la présente délibération, et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL - VINCERTIN**





CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-6-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-204/7ème CPI/A6 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**O B J E T** : Participation à la création du GIP / Centre de Ressources de la Politique de la Ville de Guadeloupe

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**Vu** la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la commission permanente ;

**Vu** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

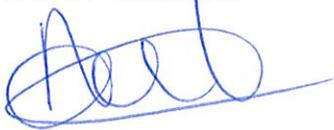
**ARTICLE 1** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention constitutive du GIP /Centre de Ressources de la Politique de la Ville dénommé « **Laboratoire des Quartiers de l'Archipel, centre de ressources régional pour le développement territorial de Guadeloupe** »

**ARTICLE 2**: D'apporter une contribution annuelle au fonctionnement di GIP de **50.000,00 € (CINQUANTE MILLE EUROS)**.

**ARTICLE 3** : D'imputer la dépense au chapitre 017/nature 65738/fonction 561 - Ligne de crédit 17384 du Budget Départemental 2017.

**ARTICLE 4**: De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-205/7ème CPIA7 -B1

**DÉLIBÉRATION**  
**DE LA COMMISSION PERMANENTE**  
**DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**  
**\*\*\*\*\***

**OBJET : Soutenir le déploiement du service civique en Guadeloupe**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental

Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

**ARTICLE 1:** De participer au dispositif du Service Civique en Guadeloupe en faveur de l'intégration sociale d'une cohorte de 200 jeunes de 16-25 ans et de confier la prescription des engagements à la Mission Locale.

**ARTICLE 2:** D'attribuer à cette fin une subvention globale de **190 128,00 € (Cent quatre-vingt-dix mille et cent vingt-huit euros)** à la Mission Locale répartie de la manière suivante :

- **172 128, 00 €** (Cent soixante-douze mille cent vingt-huit euros) pour la prise en charge de la prestation (nourriture, transport) servie par l'organisme d'accueil aux jeunes.
- **18 000, 00€** (Dix-huit mille euros) pour les frais de la gestion déléguée de la prescription des engagements en service civique.

**ARTICLE 3:** D'imputer les dépenses correspondantes aux chapitre 65/nature 6556/Fonction 58 – Ligne de crédit 20848 et chapitre 017/Nature 6574/Fonction 568 - Ligne de crédit 16149 du Budget Départemental 2017

**ARTICLE 4:** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

L'UN DES SECRÉTAIRES



Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-8-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-206/7ème CP/A8 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**OBJET:** Soutenir le fonctionnement des épiceries solidaires :  
ANSANM ANSANM de l'AAEA/CISMAG, Epicerie Sociale Itinérante de la  
Croix-Rouge Française.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**Vu** la loi n°82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et liberté des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales;

**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2ER/A2-B2 du 2 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la commission permanente ;

**Vu** le rapport de madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention de **10.000,00 € (DIX MILLE EUROS)** à titre de soutien au fonctionnement à chacune des épiceries sociales suivantes :

Association	Subvention allouée
AAEA/CISMAG	10 000 euros
CROIX-ROUGE FRANCAISE	10 000 euros

**ARTICLE 2 :** D'imputer ces dépenses au Chapitre 017/Nature 6574/Fonction 561 – Ligne de crédit 15948.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**Josette BOREL-LINCERT**



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-9-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-207/7ème CPI/A9 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Contribution à l'acquisition d'un fourgon frigorifique par la Banque Alimentaire de Guadeloupe.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'allouer à la Banque Alimentaire de Guadeloupe une subvention d'investissement de 20 000 € (VINGT MILLE EUROS) à titre de contribution à l'acquisition d'un fourgon frigorifique pour l'exercice 2017.

**ARTICLE 2** : Les crédits nécessaires seront imputés au chapitre 204/ Nature 20421/Fonction 58 ligne de crédit n° 15937 du Budget Départemental 2017.

**ARTICLE 3** : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



The stamp is circular with the text "CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE" around the perimeter and "REPUBLIQUE FRANÇAISE" at the bottom. The center of the stamp features a coat of arms with a pineapple and a landscape.



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-10-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-208/7ème CPA10 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Mise en œuvre du projet intitulé « La Sécurité alimentaire des personnes défavorisées: Prévention budgétaire et nutritionnelle », porté par l'association « Bwa Lansan »

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

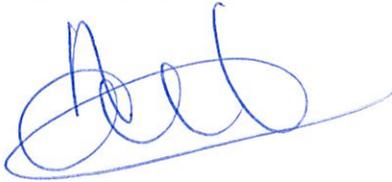
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'attribuer une subvention de **5 428,51 € (Cinq mille quatre cent vingt-huit euros et cinquante et un centimes)** à l'Association BWA LANSAN.

**ARTICLE 2** : D'imputer les dépenses au chapitre - 017/Nature 6574/Fonction 561 /ligne de crédit 16156 du budget départemental 2017.

**ARTICLE 3** : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-11-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-209/7ème CP/A11 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Contribution à la mise en place de l'action intitulée: « jeunes et maman « solo » : plaisir des vacances en familles» portée par l'association « Les bras ouverts »

*Mise en œuvre de la fiche action 4.1.7 du PDI 2016/17*

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'allouer à l'association « **Les bras ouverts** » une subvention de **1 971,00 € (mille neuf cent soixante et onze euros)** à titre de contribution à la mise en place de l'action intitulée: « jeunes et maman « solo » : plaisir des vacances en familles » portée par l'association « Les bras ouverts »

**ARTICLE 2 :** D'imputer les dépenses au chapitre 017/Nature 6574/Fonction 561 - ligne de crédit 16156 du budget départemental 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-12-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-210/7ème CP/A12 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Contribution à la mise en œuvre d'actions d'animation territoriale portées par les associations « Solid' Anim » et « JISC »

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

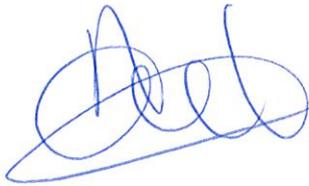
**ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention aux associations pour la mise en place de leurs actions d'animation territoriale :

- ✓ **2 000,00€ (Deux mille euros)** à « **SOLID' ANIM** » pour l'action intitulée « Vilaj a tou piti »
- ✓ **2 500,00€ (deux mille cinq cents euros)** à « **Jeunes Innovation Sociale et Culturelle** » de Sainte-Anne pour le tournoi de basket.

**ARTICLE 2 :** D'imputer les dépenses au chapitre 017/Nature 6574/Fonction 561- ligne de crédit 16156 du budget départemental 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-13-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-211/7ème CP/A13 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Modification de l'article 1 de la délibération du 15 juin 2017 relative à l'attribution d'une subvention à «CORPO ART' PRODUCTION » pour la réalisation de la saison 2 « Les Iles de Guadeloupe à la trace »

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

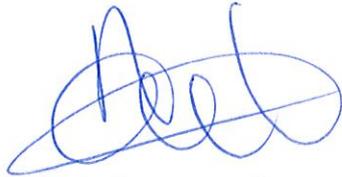
## DECIDE

**ARTICLE 1 :** De modifier l'article 1 de la délibération N°2017-113/5<sup>eme</sup> CP/A9-B1 et d'attribuer une subvention de 30 000 euros à Corpo Art' Production pour la réalisation et la production des 16 programmes courts télévisés intitulés « Les îles de Guadeloupe à la trace ».

**ARTICLE 2 :** D'imputer la dépense correspondante au chapitre 65/6574/94 « Subventions actions touristiques » du budget départemental de l'exercice 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat au président du Conseil départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération, et signer toutes les pièces s'y rapportant.

L'UN DES SECRÉTAIRES



Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-14-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-212/7ème CP/A14 -B1

## **DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

\*\*\*

**OBJET:** Nouvelles modalités de mises à disposition des sites patrimoniaux et musées départementaux - annulation article 3 délibération N° 2017-2/1ère CP/A 2 B1.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De rapporter l'article 3 de la délibération N° 2017-2/1ère CP/A-B1 qui est remplacé par la disposition suivante : **D'approuver la création d'une régie de recettes pour la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions/**

**ARTICLE 2 :** Les autres termes de la délibération précitée demeurent inchangés.

**ARTICLE 3 :** Mandat est donné à aux fins d'assurer l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

**L'UN DES SECRETAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

# ANNEXE 1

## Modalités Mises à disposition des sites patrimoniaux et musées départementaux

Lieux Concernés	Actions	Opérateurs	Jauge autorisée	Tarif
<b>1- Mises à disposition à titre gracieux (<i>Partenariats</i>)</b>				
Eco Musée Murat (Espace Extérieur)	Animations Culturelles et Sportives ponctuelles et Gratuites	Institutionnels, Associations.	> 1 500	Gratuité
Habitation Néron			> 1 500	
Fort Delgrès			> 1 500	
Fort Fleur d'Epée			< 500	
Habitation La Ramée			< 800	
Musée Edgar Clerc (Espace Extérieur)			< 500	
La Mahaudière			< 500	
Le Jardin Botanique			< 500	
Habitation Beausoleil			< 300	
Parc Archéologique (Hors zone d'Art Rupestre)			< 100	
Musée Schoelcher (Espace Extérieur)			< 100	

Lieux Concernés	Actions	Opérateurs	Jauge autorisée	Tarif
<b>2- Mises à Dispositions Payantes</b>				
<b>2.1- Mises à disposition Payantes - Activités Régulières</b> (La sélection des opérateurs peut faire l'objet d'appel à projets)				
Eco Musée Murat (Espace Extérieur)	1 Mise à disposition hebdomadaire: Ateliers Culturels et Artistiques Initiation et Pratiques Sportives Cours Divers	Institutionnels, Associations, Entreprises Culturelles, sportives et touristiques.	< 50	Mensuel 150€
Fort Delgrès			< 50	
Fort Fleur d'Epée			< 50	
Habitation La Ramée			< 50	
Musée Edgar Clerc (Espace Extérieur)			< 50	
La Mahaudière			< 50	
Le Jardin Botanique			< 50	
Habitation Beausoleil			< 50	
Parc Archéologique (Hors zone d'Art Rupestre)			< 50	
Musée Schoelcher (Espace Extérieur)			< 50	
<b>2.2 - Mises à disposition Payantes - Actions Ponctuelles</b> (La sélection des projets reste à l'appréciation de la Collectivité Départementale)				
Eco Musée Murat (Espace Extérieur)	Évènements d'envergure à but lucratif (Concerts, Festivals, Salons, Galas et Séminaires d'entreprises, etc.). Évènements privés à caractère culturel, économique, social et sportif nécessitant la fermeture du site au public.	Institutionnels, Associations, Comités d'Entreprises, Entreprises.	> 1 500	Tarif forfaitaire en fonction de la jauge effective: < 100 = 200€ < 200 = 400€ < 500 = 1 000€ < 1 000 = 2 000€ > 1 000 = 3 000€ Manifestation organisée sur 3 jours max. Au-delà, une majoration de 20% à 50% sera applicable en fonction de la nature du projet.
Habitation Néron			> 1 500	
Fort Delgrès			> 1 500	
Fort Fleur d'Epée			< 500	
Habitation La Ramée			< 800	
Musée Edgar Clerc (Espace Extérieur)			< 500	
La Mahaudière			< 500	
Le Jardin Botanique			< 500	
Habitation Beausoleil			< 300	
Parc Archéologique (Hors zone d'Art Rupestre)			< 100	
Musée Schoelcher (Espace Extérieur)	< 100			



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-15-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-213/7ème CP/A15 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Attribution de subvention à l'association GWADADLI FESTIVAL pour l'organisation de l'édition 2017, du Gwadadli festival.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

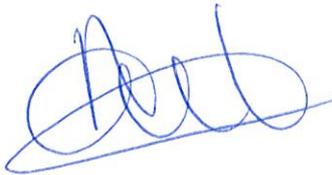
**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

- ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention pour un montant de 3 000 € (Trois Mille Euros) à l'association GWADADLI FESTIVAL pour l'organisation de l'édition 2017, du Gwadadli festival.
- ARTICLE 2 :** D'approuver la convention de partenariat entre le Conseil départemental et l'association GWADADLI FESTIVAL fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux festivals associatifs » du budget départemental 2017.
- ARTICLE 4 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à assurer le suivi de la présente délibération et signer la convention jointe.

**L'UN DES SECRETAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE**



Josette BOREL-LINCERTIN





N° 2017-214/7ème CPI/A16 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Attribution d'une subvention à l'amical culturisme body club domien pour l'organisation des championnats du monde de culturisme 2017 en Guadeloupe.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 : D'ATTRIBUER** une subvention pour un montant de **DIX MILLE EUROS (10 000€)** à l'Amical Culturisme Body Club Domien **pour l'organisation des Championnats du Monde de Culturisme 2017 en Guadeloupe.**

**ARTICLE 2 : D'IMPUTER** cette dépense au **Chapitre 6574/32 Enveloppe 176 « Subventions pour manifestations sportives »** du budget 2017 du Conseil Départemental.

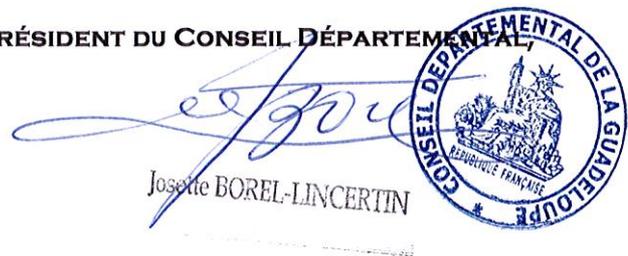
**ARTICLE 3 : DE DONNER MANDAT** à Madame la Présidente du Conseil Départemental pour l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-216/7ème CP/A18 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Mise en réforme de matériels informatiques

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

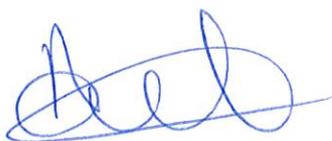
Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-18-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De mettre à la réforme les matériels informatiques mentionnés dans la liste jointe, ces matériels pouvant, en fonction de leur état de vétusté, être détruits ou cédés gratuitement, notamment aux associations à leur demande.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces relatives à cette affaire

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



Marie-Lucile BRESLAU

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

## LISTE DU MATERIEL INFORMATIQUE A REFORMER (1)

DESIGNATION	MODELE	NUMERO DU PRODUIT
<b>Matériels obsolètes</b>		
<b>MICRO-ORDINATEURS</b>		
ASUS	EEE TOP	790AJQ125587
ASUS	EEE TOP	790AJQ125875
ASUS	EEE TOP	790AJQ122556
FUJITSU	ESPRIMO P 2540	YKQB017561/YE8L031194
FUJITSU	ESPRIMO P 2540	YKQB175574/YE8L031175
HP	COMPAQ	CZC4473114/LG/312NDYG1D610
FUJITSU	ESPRIMO P 2540	YKOB017957/YE8L031132
PERITECH	ASSEMBLE	906TPBFOX053
PERITECH	ASSEMBLE	ZZ8KHKLF60225
FUJITSU	ESPRIMO P 2540	YKQB017987/YE8L031178
FUJITSU	ESPRIMO P 2541	YKQB017990/YE8L031124
FUJITSU	ESPRIMO P 2542	YKQB017985/YE8L031196
FUJITSU	ESPRIMO P 2543	YKQB017562/YE8L031110
FUJITSU	ESPRIMO P 2544	YKQB017961/YE8L031133
FUJITSU	ESPRIMO P 2545	YKQB017560/YE8L031150
FUJITSU	ESPRIMO P 2540	YKQB017956/YE8L031125
FUITSU	ESPRIMO P 2540	YKQB017978/LG/207NDXQ5R370
FUJITSU	ESPRIMO P 2548	YKQB017966/YE8L031140
ASUS	ASSEMBLE	IBS0505016
<b>Matériels hors d'usage</b>		
<b>UNITES CENTRALES DE MICRO-ORDINATEURS</b>		
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B80BEK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B7A4EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B853EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B761EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B762EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B268EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B7A4EK00
ACER	POWER FG	PSPFGC6F025490B853EK00
ELONEX	PROSENTIA 1800	F405CY4R2
ELONEX	PROSENTIA 1800	F430CZ330
ELONEX	PROSENTIA 1800	F430CZ316
ELONEX	PROSENTIA 1800	F716CB760
ELONEX	PROSENTIA 1800	F716CB711
ELONEX	PROSENTIA 1800	F716CB718
ELONEX	PROSENTIA 1800	F716CB740
PERTITECH	E5300	M303417

Accusé de réception en préfecture  
 971-229710017-20170831-DE-7CP-18-DE  
 Date de télétransmission : 01/09/2017  
 Date de réception préfecture : 01/09/2017

PERTITECH	E5300	(Suite/ 2)	M303918
PERTITECH	E5300		M303564
PERTITECH	E5200		M300251
PERTITECH	E5200		M300275
PERTITECH	E5200		M300407
PERTITECH	D925		M276016
PERTITECH	D925		M276988
PERTITECH	D925		M276021
PERTITECH	D925		M276008
PERTITECH	D925		M276099
PERTITECH	D925		M276015
PERTITECH	E5300		M303417
PERTITECH	E5300		M303918
PERTITECH	E5300		M303564
DELL	OPTIPLEX 755		DS0428827
DELL	OPTIPLEX 755		DS0426626
HP	DX2420		CZC921042W

### ECRANS

yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092718
Viewsonic	vs11282	q88063904732
acer	al1716s	etl460c014539064aspy11
Viewsonic	va703m-3	qaf064322303
acer	al1716s	etl460c01453904ba3py11
acer	al1716s	etl460c01454100173py11
Viewsonic	va703m-3	qaf064322294
Viewsonic	va903m	q88063904714
Viewsonic	va703m-3	qaf064322587
elonex	mn017tcvbs	mn017tcvbs0531k000965
acer	al1716s	etl460c0145390532fpy11
Viewsonic	va703m-3	qaf064321794
acer	al1716s	etl460c0145390532apy11
acer	al1716s	etl460c0145390532epy11
Viewsonic	va703m-3	qaf064322005
acer	al1716s	etl480b01453210224rh07
Viewsonic	va703m-3	qaf064322378
acer	al1716s	etl480c01454100f5cpy11
acer	al1716s	etl460c014539056bepy11
acer	al1716s	etl460c01453904bbapy11
Viewsonic	va703m-3	qaf064322545
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08091642
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092695
Viewsonic	va903m	q88063904730
viewsonic	Va703m-3	Qaf064321992
tft lcd monitor	ma9kka	mma9kkra08220652
yusmart	198qp-aa	7822t1002368
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092287
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092717

Accusé de réception en préfecture  
 971-229710017-20170831-DE-7CP-18-DE  
 Date de télétransmission : 01/09/2017  
 Date de réception préfecture : 01/09/2017

yusmart	198qp-aa	7822t1002392
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08021053
yuraku	ma9bbk	(Suite/3) mma9bbyu08091634
elonex	mn019tcv	mn019tcv0545h000098
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092716
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092273
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092289
gaba	gb1901w	ha020930302012
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08091669
yusmart	198qp-aa	7822t1002366
Viewsonic	va703m-3	qaf064321989
acer	al1716s	etl460c01453904bd8py11
yusmart	198qp-aa	7822t1002438
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08091618
yusmart	198qp-aa	7822t1002430
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092294
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08021078
Viewsonic	va703m-3	qaf064321885
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092275
Viewsonic	va703m-3	qaf064323028
tft lcd monitor	ma9kka	mma9kkra08220707
Viewsonic	va703m-3	qaf064321804
Viewsonic	va903m	q88063904737
Viewsonic	va703m-3	qaf064323000
tft lcd monitor	ma9kka	mma9kkra08220680
Viewsonic	va703m-3	qaf064321868
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08091661
Viewsonic	va703m-3	qaf064321903
phillips	221v2sb100	au1a1150002305
yusmart	198qp-aa	7822t1002442
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092284
Viewsonic	va903m	q88063390478
yusmart	198qp-aa	7822t1002494
yusmart	ma9bbk	mma9bbyu08091651
Viewsonic	va903m	q88063904699
Viewsonic	va703m-3	qaf064321673
yuraku	ma9bbk	mma9bbyu08092198
Viewsonic	va703m-3	qaf064322304
viewsonic	BS11359	QAF064321999
ACER	AL1716S	ETL460C1454100E91PY11
HP	NK570A	3CQ9264G63
SENSY	LCD19BAL-W	19BALW08S08744
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092291
ACER	ALI716S	ETL460C01453603B20PY11
ACER	ALI716S	ETL460C01453605D34PY11
ACER	ALI716S	ETL460C014533904BBEPY11
ACER	ALI716S	ETL460C01453904B70PY11
YURAKU	MA9BBK	MA9BBYU08092719

Accusé de réception en préfecture  
 971-YURAKU-20170831-DE-7CP-18-DE  
 Date de télétransmission : 01/09/2017  
 Date de réception préfecture : 01/09/2017

viewsonic	VS11359	QAF064322859
ACER	ALI716S	ETL460C01453904B9EPY11
YURAKU	MA9BBK	MA9BBYU0809292288
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092299
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08091610
ACER	AL716S	ETL460C01453904BCOPY11
SENSY	LCD19SYM	LCD0707006258
viewsonic	VS11359	QAF064321986
viewsonic	VA703M	QAF064328877
YURAKU	MA9BBK	MMABBYU008091663
YÜSMART	198QPY-AA	7822TI002518
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092286
IBM	9417-AB6	V6-A5715
YURAKU	MA9BBK	MMABBYU08092693
YÜSMART	198QP-AA	7822TI002256
YÜSMART	198QP-AA	7822TI002246
viewsonic	VA703M	QAF06604322857
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092296
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092708
YÜSMART	198QP-AA	7822TI002334
LCDMONITOR	MA9KKA	MMA9KKRA08220684
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092304
LCDMONITOR	MA7CKA	MMA7CKRA07460716
YURAKU	MA9BBK	MMA9BBYU08092280
viewsonic	VS11359	QAF064321872
DELL DCSM	2D7673J	CATHO
DELL DCSM	J67673J	CATHO
<b>IMPRIMANTES</b>		
HP	CP1700	TH47711078
HP	DESIGNJET 800	SG4648205W
HP	DESJET 6122	MY35J3B0GH
HP	DESKJET 6540	MY4A83R1M6
HP	LASERJET 1200	CNBF265430
<b>ONDULEURS</b>		
APC	SU5000R51BX135	CS0115001317
APC	SU5000R51BX135	CS0115001319
POWERWARE	PW5125-48	TY464S0349
POWERWARE	PW9125-2000	TY054A0166
<b>SERVEURS</b>		
IBM	PDU 93066RTP	39Y89182K12DP7B5311
IBM	PDU 93066RTP	39Y89182K12DP7B5063
ELONEX	Serveur MTX-2	F539CK676
IBM	7976KAF	99C8773
IBM	86495CG	KDBRV4YX
IBM	8685-ARX	KKVRC32
IBM	7978-KAF	99C9543
IBM	X Series 235 8671-4BX	KB2Y211

Accusé de réception par préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-18-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

IBM	X Series 235 8671-MRG	KDCTF4A
-----	-----------------------	---------

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-18-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-19-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-217/7ème CPI/A19 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Orange – Déploiement Fibre Optique FTTH - Convention d'autorisation d'accès aux immeubles

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

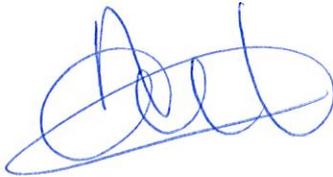
Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'approuver la conclusion avec la société Orange de conventions l'autorisant à raccorder, exploiter et entretenir des liaisons de télécommunication haut débit en fibre optique pour les bâtiments départementaux.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces concernant cette affaire.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Joseph BOREL-LINCERTIN**



N° 2017-218/7ème CP/A20 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Fourniture, livraison, installation, mise en service sur site de matériels et de logiciels informatiques pour les collèges de la Guadeloupe et ses dépendances - 2 LOTS

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** la décision de la commission d'appel d'offres en date du **mardi 11 Juillet 2017**;

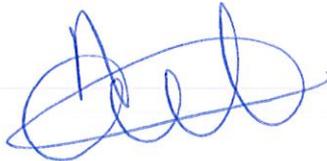
**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

- ARTICLE 1 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec la Société **SGI TOSHIBA**, l'accord-cadre, sans montant minimum ni maximum, exécuté par émission de bons de commande relatif au **lot n°1 : MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES**.
- ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec la Société **DATA GUADELOUPE**, l'accord-cadre, sans montant minimum ni maximum, exécuté par émission de bons de commande relatif au **lot n°2 : MATERIELS SPECIFIQUES POUR LES LABORATOIRES DE TECHNOLOGIE**,
- ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense à l'enveloppe 586 – Chapitre 21 - Nature 21831 - Fonction 221 du Budget départemental.
- ARTICLE 4 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à ces affaires.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-21-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-219/7ème CP/A21 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Travaux d'installations sportives dans les collèges départementaux - 2 LOTS

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** la décision de la commission d'appel d'offres en date du **mardi 11 juillet 2017**;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les attributaires désignés ci-dessous, les accords-cadres exécutés par émission de bons de commande, relatifs à la réalisation de **travaux d'installation sportives dans les collèges départementaux.- Lot n°1 : BASSE-TERRE** (y compris les SAINTES), pour un montant minimum annuel de 80 000€ HT

1 <sup>ER</sup> ATTRIBUTAIRE (volume de commande minimum 50 000 € HT)	2 <sup>EME</sup> ATTRIBUTAIRE (volume de commande minimum 30 000 € HT)
<i>Groupement</i> - SAS SGEC - SAS TCS GUADELOUPE	<b>URBA SARL</b>

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec les attributaires désignés ci-dessous, les accords-cadres exécutés par émission de bons de commande, relatifs à la réalisation de **travaux d'installation sportives dans les collèges départementaux.- Lot n°1 : GRANDE-TERRE** (y compris MARIE-GALANTE, DESIRADE), pour un montant minimum annuel de 80 000€ HT

1 <sup>ER</sup> ATTRIBUTAIRE (volume de commande minimum 50 000 € HT)	2 <sup>EME</sup> ATTRIBUTAIRE (volume de commande minimum 30 000 € HT)
<i>Groupement</i> - SAS SGEC - SAS TCS GUADELOUPE	<b>URBA SARL</b>

**ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense à l'enveloppe 558 – Chapitre 23 - Nature 23181 - Fonction 221 du Budget départemental.

**ARTICLE 4 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à ces affaires.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Josette BOREL-LINCERTIN



N° 2017-220/7ème CP/A22 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le conseil départemental - 6 LOTS

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Mme Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** la décision de la commission d'appel d'offres en date du **mardi 11 juillet 2017**;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-22-DE  
Date de télétransmission : 08/09/2017  
Date de réception préfecture : 08/09/2017

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer avec la Société **CAMA SAS RENAULT ENTREPRISE** les marchés relatifs à la **location longue durée de véhicules neufs maintenance comprise pour le Conseil Départemental - 6 lots**, pour une durée de 40 mois et selon les coûts indiqués sur la liste jointe en annexe.

**ARTICLE 2 :** D'imputer la dépense à l'enveloppe 2442 - Chapitre 011 - Nature 6135 Fonction 0202 du Budget départemental.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à ces affaires.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

Marie-Lucile BRESLAU

**MME LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE



## ANNEXE

### LISTE DES ATTRIBUTAIRES

**OBJET: LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES NEUFS MAINTENANCE  
COMPRISE POUR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL - 6 LOTS**

LOT CONCERNE / TITULAIRE		COÛT DU LOYER MENSUEL HT Maintenance comprise
LOT N°1	véhicules type berline 5 places - Segment M2, 110 à 130 CV DIN * motorisation essence ou diesel.- (8)  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	587.02 €
LOT N°2	véhicules type Berline 5 places – Segment M1, 110 à 120 CV DIN *motorisation essence ou diesel. - (18)-  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	413.91 €
LOT N°3	véhicules type berline 5 places - Segment B2, 80 à 100 CV DIN *motorisation essence ou diesel. - (36)  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	299.13 €
LOT N°4	véhicules type fourgonnette 5 places- Segment F1, 80 à 100 CV DIN *motorisation diesel – (28)  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	375.01 €
LOT N°5	véhicule type fourgon 2/3 places- Segment K2, 100 à 110 CV DIN *motorisation diesel - (3)  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	557.05 €
LOT N°6	véhicules type camion benne double cabine 5/6 places- Segment K2, 100 à 110 CV DIN *motorisation diesel.- (4)  * <b>CAMA SAS RENAULT Entreprises</b>	583.79 €

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-22-DE  
Date de télétransmission : 08/09/2017  
Date de réception préfecture : 08/09/2017

N° 2017-222/7ème CP/A24 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Prise en charge d'une facture de l'ex-ADI relative à deux actions de redynamisation sociale par le sport conduites en 2011

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la délibération du conseil Général n°2011-50/6ème R/A2-HB1 décidant d'exercer les compétences relatives au RSA à compter du 01 janvier 2012 ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

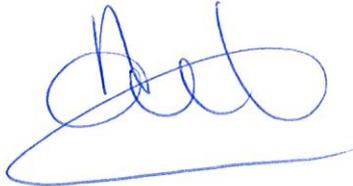
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser le mandatement de la facture n°**201 11 122** en date du 16 novembre 2011 d'un montant de 1 278,46 € TTC (mille deux cent soixante-dix-huit euros et quarante-six centimes) de l'entreprise DECO-MOUEZA relative à deux actions de redynamisation sociale par le sport conduites en 2011 à Deshaies et au Moule.

**ARTICLE 2 :** D'imputer la dépense au chapitre 011 du budget départemental 2017.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser Mme le Président du Conseil départemental à assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-223/7ème CP/A25 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-25-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T : Prise en charge, dans le cadre des actions de la Collectivité autour de la mémoire de Guy TIROLIEN, des frais de transport et d'hébergement de 2 artistes à l'occasion de leur récital à Marie Galante**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

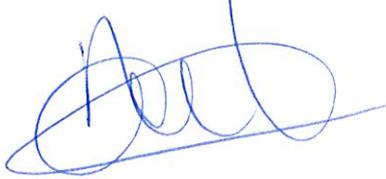
**ARTICLE 1 :** De prendre en charge les frais de transport et d'hébergement à Marie-Galante de Messieurs M'BITAKO et Jean-Claude DAMPROBE, liés à l'organisation par le Département, le 24 mai 2017, d'un récital à la mémoire de Guy TIROLIEN, soit :

- 86,00 € (quatre-vingt-six euros) de frais de transport maritime
- 110,00 € (cent dix euros) de frais d'hébergement à l'hôtel CAP REVA

**ARTICLE 2 :** La dépense sera imputée sur le budget départemental au titre de l'année 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Stamp: CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE

**Josette BOREL-LINCERTIN**

N° 2017-224/7ème CP/A26 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Prise en charge des frais de transport et d'hébergement en Guadeloupe du député Guillaume GAROT pour sa participation aux 1ères assises territoriales de lutte contre le gaspillage alimentaire.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De prendre en charge les frais de transport et d'hébergement en Guadeloupe, aux conditions les plus économiques, de Monsieur le député Guillaume GAROT à l'occasion de sa participation aux premières assises de lutte contre le gaspillage alimentaire organisées par le Conseil départemental le 23 novembre 2017.

**ARTICLE 2 :** La dépense sera imputée au chapitre 011 du budget départemental 2017

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**





CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-225/7ème CPIA27 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T : Prise en charge de frais de déplacement et/ou d'hébergement d'élus, collaborateurs et/ou invités extérieurs - Table ronde d'experts - Journée « ESS & Départements » à Montreuil - 7 juillet 2016.**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

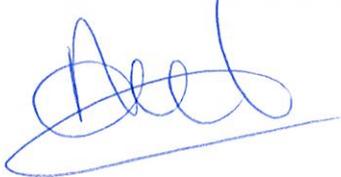
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De prendre en charge le billet d'avion, de la Guadeloupe vers la France hexagonale, de Madame Julie GALETTE, chargée de projet de l'association guadeloupéenne KAZABROC-KAZARECYCLE, pour un montant s'élevant à 1449,36 € (mille quatre cent quarante-neuf euros et trente-six centimes).

**ARTICLE 2 :** La dépense sera imputée sur le budget départemental au titre de l'année 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**

N° 2017-226/7ème CPIA28 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T : Convention de partenariat avec la société Iguafhlor – Assises de la famille**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

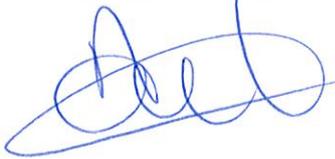
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'établir un partenariat avec la société Iguafhlor pour la livraison de coupelles de fruits destinées à la dégustation pour les participants des rencontres territoriales des assises de la famille organisées par le Conseil Départemental.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil départemental à signer la convention formalisant cette collaboration avec la société Iguafhlor.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2017-227/7ème CPIA29 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET : Convention de partenariat avec la société Capes Dolé - Assises de la Famille**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'établir un partenariat avec la société Capes Dolé pour la livraison de bouteilles d'eau pour les participants des rencontres territoriales des assises de la famille organisées par le Conseil Départemental.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil départemental à signer la convention formalisant cette collaboration avec la société Capes Dolé.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution et le suivi de la présente délibération

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

Marie-Lucile BRESLAU

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Stamp: **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE**  
REPUBLICQUE FRANÇAISE

Stamp: **Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-30-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-228/7ème CP/A30 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET : Subvention exceptionnelle à la GESTE pour la gestion du site de Beauport**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'allouer une subvention exceptionnelle de 354 603 € à la GESTE afin de lui permettre de couvrir le déficit dégagé par la gestion du site de Beauport au titre de l'exercice 2016.

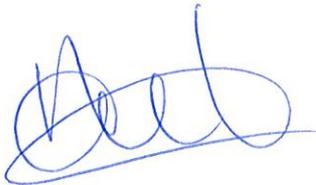
**ARTICLE 2 :** les modalités de versement de la subvention seront fixées à travers une convention à intervenir entre le Conseil Départemental et la GESTE.

**ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense au chapitre 67 article 6745 du budget départemental 2014.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** mandat est donné au Président du Conseil Départemental pour le suivi et l'exécution de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE  
REPUBLIQUE FRANÇAISE



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-229/7ème CP/A31 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-31-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Prise en charge des frais de transport maritime des élèves des îles du sud lauréats du prix des Collégiens 2017, et de leurs parents.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

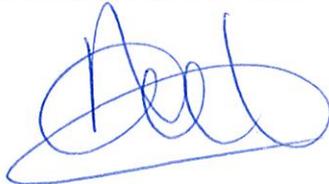
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De prendre en charge les frais de transport maritime des dix élèves lauréats du prix des collégiens et du parent accompagnateur de chacun d'entre eux, soit un total de 595,60 € (cinq cent quatre-vingt-quinze euros et soixante centimes), correspondant à 20 billets.

**ARTICLE 2 :** D'imputer la dépense au chapitre 011, Nature 6245 Fonction 0201 du budget départemental 2017.

**ARTICLE 3 :** De donner mandat à Madame le Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi et l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces y afférentes.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-230/7ème CP/A32 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-32-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET:** Accompagnement de l'Association des Retraités du Conseil Départemental de la Guadeloupe (ARCDG)

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

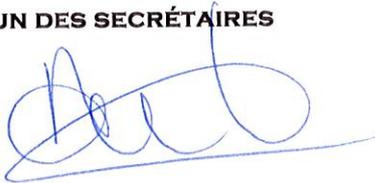
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** De mettre à la disposition de l'Association des Retraités du Conseil Départemental de la Guadeloupe, dans les conditions prévues par convention :

- Un local composé de deux salles, sis au Class de SCHOELCHER à Basse-Terre.
- Une subvention d'un montant de 10 000 € pour la réalisation de son programme d'activités 2017.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCERTIN**



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-231/7ème CP/A33 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

\*\*\*

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-33-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

**O B J E T : Versement à la SAS GESTAG de la subvention d'équilibre 2016 – Abattoir du Moule**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** De maintenir le versement à la SAS GESTAG de la subvention d'équilibre plafonnée à 322 891 €, prévue dans le cadre de la convention d'affermage passée avec cet établissement pour la gestion de l'abattoir du Moule.

**ARTICLE 2 :** D'affecter, sur la base des comptes de résultats 2016 arrêtés, la somme de 175 109 € au règlement de la dette sociale contractée par la GESTAG auprès de la CGSS et de la CGRR au titre des exercices antérieurs à 2015.

**ARTICLE 3 :** La dépense sera imputée au chapitre 67, article 6745 du budget départemental.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-232/7ème CP/A34 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T : Répartition des crédits aux communes - FAC et FAS 2017**

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : De répartir les crédits du Fonds d'Aide aux Communes (FAC) inscrits au budget 2017 de la collectivité conformément au tableau ci-joint.

**ARTICLE 2** : Les communes bénéficiaires devront faire connaître au Conseil Départemental la nature des opérations retenues au titre de l'enveloppe qui leur est allouée avant le 31 décembre 2017. Passé ce délai, les crédits non affectés seront récupérés et réaffectés.

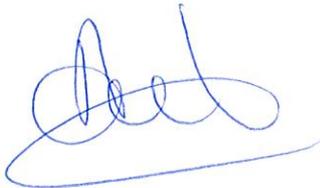
**ARTICLE 3** : Les modalités de versement de cette subvention aux communes attributaires leur seront précisées par arrêté du Président du Conseil Départemental.

**ARTICLE 4** : L'affectation des crédits non répartis, ainsi que celle relevant du FAS (Fonds d'Aide Spécifique), sera effectuée par arrêté du Président du Conseil Départemental.

**ARTICLE 5** : Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 204, article 20141, article 204142, article 204143, et chapitre 65 article 65737.

**ARTICLE 6** : Le Président du Conseil Départemental est autorisé à signer tout acte (arrêté, convention) nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



**Josette BOREL-LINCER**

## TABLEAU DE REPARTITION DU FAC 2017

COMMUNES	MONTANTS ACCORDES 2016	MONTANTS PROPOSES 2017	Commentaires
ABYMES	930 000,00 €	900 000,00 €	
ANSE BERTRAND	125 000,00 €	140 000,00 €	
BAIE MAHAULT	300 000,00 €	280 000,00 €	
BAILLIF	250 000,00 €	270 000,00 €	
BASSE TERRE	200 000,00 €	200 000,00 €	
BOUILLANTE	210 000,00	220 000,00	
CAPESTERRE BELLE EAU	210 000,00 €	210 000,00 €	
CAPESTERRE DE MARIE GALANTE	225 000,00 €	225 000,00 €	
DESHAIES	280 000,00	280 000,00	
DESIRADE	100 000,00	0,00	<i>Compensée sur 3 ans (2017/2018/2019) par la prise en charge par le Conseil Départemental de la rénovation de Place du Maire Médiant (320.000 €)</i>
GOSIER	320 000,00 €	300 000,00 €	
GOURBEYRE	195 000,00 €	195 000,00 €	
GOYAVE	250 000,00 €	250 000,00 €	
GRAND BOURG	270 000,00 €	270 000,00 €	
LAMENTIN	270 000,00 €	270 000,00 €	
MORNE A L'EAU	180 000,00 €	180 000,00 €	
MOULE	230 000,00 €	230 000,00 €	
PETIT BOURG	280 000,00 €	250 000,00 €	
PETIT CANAL	225 000,00 €	235 000,00 €	
POINTE A PITRE	100 000,00 €	150 000,00 €	
POINTE NOIRE	250 000,00 €	250 000,00 €	
PORT LOUIS	180 000,00 €	190 000,00 €	
SAINT CLAUDE	225 000,00	245 000,00	
SAINT FRANCOIS	180 000,00 €	200 000,00 €	
SAINT LOUIS	200 000,00	200 000,00	
SAINTE ROSE	205 000,00 €	230 000,00 €	
SAINTE ANNE	250 000,00 €	250 000,00 €	
TERRE DE BAS	90 000,00 €	90 000,00 €	
TERRE DE HAUT	90 000,00 €	90 000,00 €	
TROIS RIVIERES	160 000,00 €	180 000,00 €	
VIEUX FORT	85 000,00 €	85 000,00 €	
VIEUX HABITANTS	200 000,00 €	200 000,00 €	
<b>TOTAL REPARTITION</b>	<b>7 265 000,00 €</b>	<b>7 265 000,00 €</b>	



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-233/7ème CP/A35 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-35-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET :** Modification de la délibération n°2017-12/1èreCP/A12-B1 relative à l'attribution d'une subvention à VMCM

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** l'avis favorable de la Commission Environnement Energie et Risques Majeurs réunie le 21 septembre 2016

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

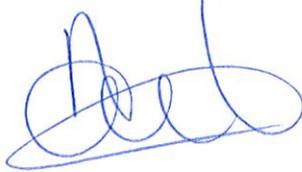
**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention de 2 000 € à l'entreprise individuelle Virginie CHANCHORLE pour l'organisation de la semaine de l'environnement 2016

**ARTICLE 2 :** D'imputer la dépense correspondante au Chapitre 65 Nature 6574 du Budget Départemental

**ARTICLE 3 :** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération et signer à cette fin, toute pièce utile

L'UN DES SECRÉTAIRES



Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

  
  
Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-36-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-234/7ème CP/A36 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Attribution d'une subvention à l'association ADECCOM pour la réalisation d'un film documentaire.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

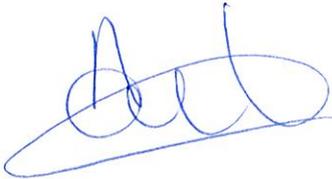
**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

- ARTICLE 1 :** D'attribuer une subvention d'un montant de 5 000 € (Cinq Mille Euros) à l'association ADECCOM pour la réalisation d'un film documentaire sur la culture indo-européenne.
- ARTICLE 2 :** D'approuver la convention de partenariat à passer entre le Conseil départemental et l'association ADECCOM fixant les modalités d'attribution de la subvention.
- ARTICLE 3 :** D'imputer la dépense au chapitre 65/6574/311 « Subventions aux associations culturelles » du budget départemental 2017.
- ARTICLE 4 :** D'autoriser Madame le Président du Conseil Départemental à assurer le suivi de la présente délibération et signer la convention jointe.

**LES SECRETAIRES,**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN



N° 2017-235/7ème CP/A37 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T** : Convention à passer avec l'Association de Gestion des Services d'Aide aux Familles.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 02 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** le code de la Famille et de l'Aide Sociale ne ce qui concerne la protection de l'Enfance ;

**VU** le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de financement, et aux modalités de financement et de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n° 2015 -11/2èmeR /A2-B2 du 02 avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** les crédits inscrits au Budget Départemental 2016 ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

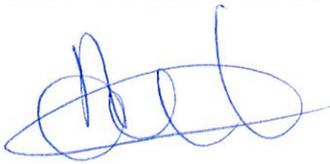
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer une convention avec l'Association de Gestion Des Services d'Aides aux Familles pour des interventions au titre de l'aide sociale à l'enfance et de la protection Maternelle infantile au profit des familles en difficulté.

**ARTICLE 2** : Les crédits nécessaires à ces interventions estimés à la somme de 1 600 000 € sont inscrits au Chapitre 65, Nature 6568, Fonction 51 du Budget Départemental de l'exercice 2017.

**ARTICLE 3** : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

L'UN DES SECRÉTAIRES



Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL



Josélie BOREL-LINCERTIN





N° 2017-236/7ème CPI/A38 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Mode de paiement des sommes dues au service d'aide et d'accompagnement à domicile « Acajou Alternatives » au titre des interventions auprès des personnes âgées et des personnes handicapées.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

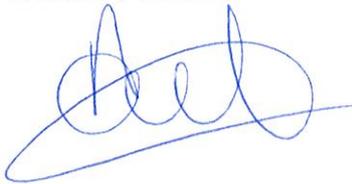
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à procéder au règlement anticipé semestriel des prestations réalisées par le service d'aide et d'accompagnement « Acajou Alternatives » au titre de l'aide-ménagère de droit commun, de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap.

**ARTICLE 2** : Pour chaque semestre, le paiement des prestations interviendra en deux règlements. Le premier règlement sera effectué au cours du premier mois du semestre sous la forme d'un acompte correspondant à 90 % de la facture semestrielle transmise par la structure. Le deuxième règlement sera effectué au cours du dernier mois du semestre sous la forme d'un solde établi, sur la base de la facture de solde et des justificatifs produits par le prestataire.

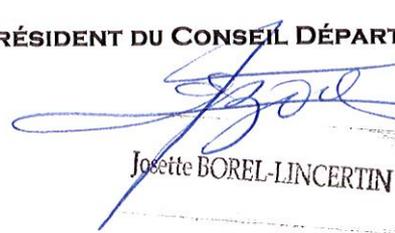
**ARTICLE 3** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération et signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN





CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-39-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-237/7ème CPIA39 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Organisation des services – Installation des services sociaux et médico sociaux territorialisés en plusieurs lieux du département

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

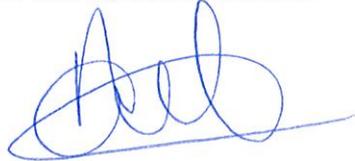
**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les actes et pièces afférents à l'occupation à titre onéreux ou gratuit des locaux ci-après désignés :

- Les locaux mis à disposition de la collectivité par le Centre Hospitalier de Capesterre-Belle-Eau, au sein du nouvel établissement et dans une villa à Marquisat, pour accueillir le siège du Territoire d'Intervention Sociale « Capesterre-Belle-Eau, Trois-Rivières, les Saintes », un médecin de PMI et enfin l'équipe de l'Aide à la Parentalité ;
- Les locaux mis à disposition de la collectivité par la Commune de Petit Canal pour accueillir l'Equipe Territoriale Protection de l'Enfance du Nord Grande Terre.
- Les locaux qui seront loués par le Département à Sainte Anne pour établir le siège du Territoire d'Intervention Sociale « Désirade, Saint-François, Sainte-Anne » ainsi que l'Equipe Territoriale Protection de l'Enfance du Sud Grande Terre (Gosier, Sainte Anne, Saint François, Désirade).
- Les locaux qui seront loués par le Département à Sainte Rose pour installer l'Equipe Territoriale Protection de l'Enfance du Nord Basse Terre.

**ARTICLE 2** : De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer le suivi de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN





CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-238/7ème CP/A40 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**OBJET :** Subvention à un média SARL CANAL 10 – Parrainage audiovisuel.  
Tour cycliste International de la Guadeloupe – Editions 2017

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 fixant les principes généraux définissant les obligations des éditeurs de services en matière de publicité, de parrainage et de télé-achat,

**VU** l'article L. 333-1 du Code du sport, qui dispose que « les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5 sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent,

**VU** l'article L. 331-5 du Code du sport qui dispose que « Toute personne physique ou morale [...], autre que les fédérations sportives, qui organise une manifestation ouverte aux licenciés d'une discipline qui a fait l'objet d'une délégation de pouvoir conformément à l'article L. 131-14 et donnant lieu à remise de prix en

argent ou en nature dont la valeur excède un montant fixé par arrêté du ministre chargé des sports, doit obtenir l'autorisation de la fédération délégataire concernée »,

**VU** la recommandation n°2007-1 du 4 janvier 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des émissions télévisées par les collectivités territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,  
Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

- ARTICLE 1 :** D'allouer une aide financière de 10.000 € (dix mille euros) à la SARL Canal 10 dans le cadre du parrainage de la production audiovisuelle relative au Tour Cycliste International de la Guadeloupe,
- ARTICLE 2 :** Le versement de cette aide financière sera effectué en deux fois : 80% à la notification et 20% au titre du solde conditionné par la remise d'une attestation de diffusion et après remise à la collectivité des copies des œuvres produites et diffusées. Une convention fixant les modalités de financement ainsi que les obligations à la charge des parties sera annexée à la présente délibération.
- ARTICLE 3 :** Cette dépense sera imputée au chapitre 65 nature 6574 du budget départemental.
- ARTICLE 4 :** En cas d'utilisation de la subvention non conforme à l'objet de la présente délibération, ou en cas d'exécution partielle de l'opération subventionnée, la collectivité départementale pourra exiger le remboursement de toutes sommes indûment versées par l'émission d'un titre de recettes sur la base d'une décision de reversement exécutoire.
- ARTICLE 5 :** Le président du conseil départemental est chargé de l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL





CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-239/7ème CP/A41 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Parrainage – Productions radiophoniques -Association Radio Haute Tension –  
Compétitions cyclistes de Juin à Août 2017.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 fixant les principes généraux définissant les obligations des éditeurs de services en matière de publicité, de parrainage et de télé-achat,

**VU** l'article L. 333-1 du Code du sport, qui dispose que « les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5 sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent,

**VU** l'article L. 331-5 du Code du sport qui dispose que « Toute personne physique ou morale [...], autre que les fédérations sportives, qui organise une manifestation ouverte aux licenciés d'une discipline qui a fait l'objet d'une délégation de pouvoir conformément à l'article L. 131-14 et donnant lieu à remise de prix en argent ou en nature dont la valeur excède un montant fixé par arrêté du ministre chargé des sports, doit obtenir l'autorisation de la fédération délégataire concernée »,

**VU** la recommandation n°2007-1 du 4 janvier 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des émissions télévisées par les collectivités territoriales,  
**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,  
Après en avoir délibéré ;

## DECIDE

- ARTICLE 1 :** D'allouer une aide financière de 3000 € (trois mille euros) à l'association RADIO HAUTE TENSION dans le cadre du parrainage des productions radiophoniques associées à l'ensemble des compétitions cyclistes se déroulant durant les mois de juin à août 2017 et particulièrement le Tour cycliste International de la Guadeloupe.
- ARTICLE 2 :** Le versement de cette aide financière sera effectué en une seule fois. Une convention fixant les obligations à la charge des parties sera annexée à la présente délibération.
- ARTICLE 3 :** Cette dépense sera imputée au chapitre 65 nature 6574 du budget départemental.
- ARTICLE 4 :** En cas d'utilisation de la subvention non conforme à l'objet de la présente délibération, ou en cas d'exécution partielle de l'opération subventionnée, la collectivité départementale pourra exiger le remboursement de toutes sommes indûment versées par l'émission d'un titre de recettes sur la base d'une décision de reversement exécutoire.
- ARTICLE 5 :** Le président du conseil départemental est chargé de l'exécution de la présente délibération.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-240/7ème CP/A42 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-42-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

**OBJET :** Parrainage audiovisuel – Productions Association NEWSANTILLES – Tour cycliste international de la Guadeloupe.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 fixant les principes généraux définissant les obligations des éditeurs de services en matière de publicité, de parrainage et de télé-achat,

**VU** l'article L. 333-1 du Code du sport, qui dispose que « les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5 sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent,

**VU** l'article L. 331-5 du Code du sport qui dispose que « Toute personne physique ou morale [...], autre que les fédérations sportives, qui organise une manifestation ouverte aux licenciés d'une discipline qui a fait l'objet d'une délégation de pouvoir conformément à l'article L. 131-14 et donnant lieu à remise de prix en argent ou en nature dont la valeur excède un montant fixé par arrêté du ministre chargé des sports, doit obtenir l'autorisation de la fédération délégataire concernée »,

**VU** la recommandation n°2007-1 du 4 janvier 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des émissions télévisées par les collectivités territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

- ARTICLE 1 :** D'allouer une aide financière de 4000 € (quatre mille euros) à l'association NEWSANTILLES dans le cadre du parrainage d'une production audiovisuelle portant sur les moments insolites du Tour cycliste 2017 diffusés par le biais du site Internet : [www.newsantilles.com](http://www.newsantilles.com) et des réseaux sociaux.
- ARTICLE 2 :** Le versement de cette aide financière sera effectué en une seule fois. Une convention fixant les obligations à la charge des parties sera annexée à la présente délibération.
- ARTICLE 3 :** Cette dépense sera imputée au chapitre 65 nature 6574 du budget départemental.
- ARTICLE 4 :** En cas d'utilisation de la subvention non conforme à l'objet de la présente délibération, ou en cas d'exécution partielle de l'opération subventionnée, la collectivité départementale pourra exiger le remboursement de toutes sommes indûment versées par l'émission d'un titre de recettes sur la base d'une décision de reversement exécutoire.
- ARTICLE 5 :** Le président du conseil départemental est chargé de l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-241/7ème CPA43 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*\*

**OBJET :** Parrainage des programmes du tour cycliste international 2017 sur Guadeloupe 1ere radio, TV et internet

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;  
**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République  
**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
**VU** la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 fixant les principes généraux définissant les obligations des éditeurs de services en matière de publicité, de parrainage et de télé-achat,  
**VU** l'article L. 333-1 du Code du sport, qui dispose que « les fédérations sportives, ainsi que les organisateurs de manifestations sportives mentionnés à l'article L. 331-5 sont propriétaires du droit d'exploitation des manifestations ou compétitions sportives qu'ils organisent,  
**VU** l'article L. 331-5 du Code du sport qui dispose que « Toute personne physique ou morale [...], autre que les fédérations sportives, qui organise une manifestation ouverte aux licenciés d'une discipline qui a fait l'objet d'une délégation de pouvoir conformément à l'article L. 131-14 et donnant lieu à remise de prix en argent ou en nature dont la valeur excède un montant fixé par arrêté du ministre chargé des sports, doit obtenir l'autorisation de la fédération délégataire concernée »,

**VU** la recommandation n°2007-1 du 4 janvier 2007 du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur le financement des émissions télévisées par les collectivités territoriales,

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,  
Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

- ARTICLE 1 :** De payer à la régie publicitaire France Télévisions Publicité Inter Océans (FTPIO) représentée en Guadeloupe par France Télévision Outre-Mer (FTPOM), la somme de 37 975 € (trente-sept mille neuf cent soixante-quinze euros) au titre du parrainage par l'institution départementale de l'ensemble des programmes du Tour Cycliste International 2017 sur les chaînes Guadeloupe 1<sup>ère</sup> Radio, Télé et Internet,
- ARTICLE 2 :** Le versement de cette somme sera effectué en deux fois : 80% à la notification et 20% au titre du solde conditionné par la remise d'une attestation de diffusion. Une convention fixant les obligations à la charge des parties est annexée à la présente délibération.
- ARTICLE 3 :** Cette dépense sera imputée au chapitre 11 nature 6238 du budget départemental.
- ARTICLE 4 :** En cas d'utilisation des fonds, non conforme à l'objet de la présente délibération, ou en cas d'exécution partielle de l'opération, la collectivité départementale pourra exiger le remboursement de toutes sommes indûment versées par l'émission d'un titre de recettes sur la base d'une décision de reversement exécutoire.
- ARTICLE 5 :** Le président du conseil départemental est chargé de l'exécution de la présente délibération.

L'UN DES SECRÉTAIRES

Marie-Lucile BRESLAU

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Josette BOREL-LINCERTIN



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

N° 2017-242/7ème CP/A44 -B1

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-44-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T :** Parrainage du championnat de football de division d'honneur : attribution d'une subvention aux 3 premiers du classement.

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'ATTRIBUER des subventions à divers clubs sportifs dans le cadre du parrainage du championnat de football de la Division d'Honneur conformément au tableau ci-joint.

**ARTICLE 2 :** D'IMPUTER cette dépense au **Chapitre 6574/32 Enveloppe 1135 « Subventions -Actions Sports »** du budget 2017 du Conseil Départemental.

**ARTICLE 3 :** DE DONNER MANDAT à Madame la Présidente du Conseil Départemental pour l'exécution de la présente délibération et signer toutes les pièces s'y rapportant.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**



Marie-Lucile BRESLAU

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**



Josette BOREL-LINCERTIN



**PARRAINAGE  
DU CHAMPIONNAT DE FOOTBALL DE DIVISION D'HONNEUR  
PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL SAISON 2016-2017**

N°	ASSOCIATIONS	OBJET	MONTANT ATTRIBUE	ENGAGEMENT
01	U.S.R (UNION SAINTE-ROSIENNE)	PARRAINAGE DU CHAMPIONNAT 2016-2017 DE FOOTBALL DE DIVISION D'HONNEUR PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL: SUBVENTION AU <b>CLUB CHAMPION</b>	10 000 €	X004672
02	LA GAULOISE	PARRAINAGE DU CHAMPIONNAT 2016-2017 DE FOOTBALL DE DIVISION D'HONNEUR : SUBVENTION AU <b>CLUB VICE-CHAMPION</b>	5 000 €	X004673
03	C.S.M.( CLUB SPORTIF MOULIEN)	PARRAINAGE DU CHAMPIONNAT 2016-2017 DE FOOTBALL DE DIVISION D'HONNEUR : SUBVENTION AU <b>3<sup>ème</sup> CLUB CLASSE</b>	3 000 €	X004674



CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA GUADELOUPE

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-45-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

N° 2017-243/7ème CPI/A45 -B1

## DÉLIBÉRATION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

\*\*\*

**O B J E T:** Cession des parcelles AB20pp et AB27pp, sises à la Pointe Allègre, à la Commune de Sainte-Rose en vue de la régularisation des occupations foncières

**LA COMMISSION PERMANENTE, réunie le 31 Août 2017**

Sous la Présidence de : Josette BOREL-LINCERTIN

Les 28 Membres composant la Commission Permanente :

**Présent(es):**

B.MORNAL	M.AVRIL
C.CHALUS	R.SENNEVILLE
R.RAUZDUEL	M-L.BRESLAU
B.RODES	M.SIGISCAR
J.MARC	J.ANSELME
E.CALIFER	M.CITRONNELLE
J.DESSOUT	B.ROBERT LAMPONI

**Représenté(es):**

N.ERDAN	M.BERNARD
---------	-----------

**Absent(es):**

H-P.RAMDINI	D.DULAC
M.ETZOL	A.ABAILLE
C.LERUS	J.DARTRON
L.GALANTINE	F.MICHELY
C.BAJAZET	F-L.BERNIS
J.SAPOTILLE	L.BERNIER

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ou complétée ;

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental n°2015-15/2èmeR/A2-B2 du 02 Avril 2015 donnant délégation de compétences à la Commission Permanente ;

**VU** la délibération du Conseil municipal de la Commune de Sainte-Rose n°2017-008 en date du 02 mars 2017 ;

**VU** le rapport de Madame le Président du Conseil Départemental,

Après en avoir délibéré ;

**DECIDE**

Accusé de réception en préfecture  
971-229710017-20170831-DE-7CP-45-DE  
Date de télétransmission : 01/09/2017  
Date de réception préfecture : 01/09/2017

**ARTICLE 1 :** D'approuver la cession, à titre gracieux, des parcelles AB20pp d'une surface de 3 ha 55a 47ca et AB27pp d'une surface de 6ha 62a 76ca, au profit de la Commune de Sainte-Rose, en vue de la régularisation des occupations foncières dans le cadre d'une opération de restructuration du quartier de la Pointe Allègre

**ARTICLE 2 :** De contribuer à cette opération d'aménagement par la valorisation des produits de la vente de ces terrains dont le montant est estimé à 2.9M€,

**ARTICLE 3 :** De participer financièrement à cette opération à hauteur de 20% du coût résiduel, soit après réfaction des produits de la vente des terrains, dont le coût total est évalué à 5.9M€,

**ARTICLE4 :** De limiter cette participation financière à 600 000€

**ARTICLE 5 :** D'imputer la dépense au Chapitre 204, Nature 204142 du budget départemental

**ARTICLE 6 :** De donner mandat au Président du Conseil Départemental pour assurer l'exécution de la présente délibération, et signer à cette fin, toute pièce utile.

**L'UN DES SECRÉTAIRES**

**Marie-Lucile BRESLAU**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

**Josette BOREL-LINCERTIN**

